



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le secrétaire général
Chargé de l'administration de l'État
dans le département

Annecy, le 20 juillet 2022

Arrêté n°PAIC-2022-0056 du 20/07/2022

Portant décision au cas par cas d'une demande d'extension hors de l'emprise du site actuellement autorisé d'une plateforme dédiée au transit, à la maturation et au traitement des mâchefers de l'Usine de Valorisation Énergétique de déchets non dangereux exploitée par le Syndicat Mixte du Lac d'Annecy (SILA) sur la commune de CHAVANOD

VU la directive 2011/92/UE modifiée du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, et notamment le IV, R.122-2 et R.122-3,

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de L'État dans les régions et départements et notamment son article 43,

VU le décret du 07 juillet 2022 portant cessation de fonctions de préfet de la Haute-Savoie de M. Alain ESPINASSE ;

VU le décret du 09 avril 2021 nommant M. Thomas FAUCONNIER, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU la circulaire du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière de délégation de signature des préfets ;



VU l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement,

VU l'article 62 de la loi pour un État au service d'une société de confiance entré en vigueur le 12 août 2018 en ce qu'il modifie le IV de l'article L.122-1 du Code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral PAIC 2021-0098 du 9 septembre 2021 autorisant et réglementant les activités d'incinération de déchets non dangereux, de déchetterie ainsi que les activités connexes exercées par le SILA dans son établissement industriel situé route du champ de l'Ale, sur le territoire de la commune de Chavanod,

VU la demande d'examen au cas par cas, transmise par courrier du 19 mai 2022 et complétée par courrier du 23 juin 2022, relative à la modification de la gestion des mâchefers issus des activités de valorisation énergétique des déchets par incinération et en particulier l'extension d'une des deux plateformes de transit et de traitement des mâchefers du site sur une emprise d'environ 2 200 m², à l'extérieur du périmètre de l'établissement autorisé par l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2021 précité,

CONSIDÉRANT que le terrain d'assiette du projet d'extension de la plateforme au sud du site, d'une surface de 2 200 m², est déjà anthropisé depuis plusieurs années et qu'il ne présente pas de sensibilité particulière,

CONSIDÉRANT que l'extension de 2 200 m² de la plateforme située au sud du site, sollicitée par le SILA, s'inscrit dans un projet plus large de modification de la gestion des mâchefers produits par l'incinérateur, incluant la couverture de l'équivalent de 7 mois de production à l'abri des intempéries et la réduction de 4 000 m² de la plateforme de mâchefers située au nord du site,

CONSIDÉRANT que la modification de la gestion des mâchefers sollicitée par le SILA diminuera le volume des eaux industrielles rejetées par l'établissement ainsi que leur charge polluante,

CONCLUANT qu'au vu de l'ensemble des informations et des caractéristiques du projet fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Sur la base des informations fournies par le SILA, le projet d'extension de 2 200 m² de la plateforme de mâchefers située au sud de l'usine de valorisation énergétique des déchets qu'il exploite sur la commune de Chavanod, objet de la demande n° 2022 02 70 n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Il ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble par écrit ou par le biais du portail « télérecours citoyens » accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SILA et sera publié sur le site Internet de la préfecture de la Haute Savoie.

Le secrétaire général chargé
de l'administration de l'État
dans le département,



Thomas FAUCONNIER